



CPEPESC
Nationale

COMMISSION DE PROTECTION DES EAUX

Association nationale de protection de la nature et du patrimoine – 3, rue Beauregard 25000 Besançon

☎ 03.81.88.66.71. • Fax 03.81.80.52.40. • Mél affaires@cpepesc.org

Permanence le mercredi de 18 h à 21 h

Madame la commissaire-enquêtrice
Madame Georgette PEJOUX
Mairie
13 le Bourg
33230 LES PEINTURES
Via l'adresse internet ddtm-spe2@gironde.gouv.fr

Nos réf. : CM-HLRP – D24034

Dossier : LES PEINTURES (33)

Objet : enquête publique relative à l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol et flottante sur le territoire de la commune de LES PEINTURES

Besançon, le 12 mars 2024

Madame la commissaire enquêtrice,

La CPEPESC, association nationale de protection de la nature dont le siège est située à BESANÇON (25), a pris connaissance par un collectif de citoyens de l'enquête publique visée en objet relative au projet d'implantation d'un parc photovoltaïque au sol et flottant sur la commune de LES PEINTURES (33) porté par la société URBA 423, filiale du Groupe URBASOLAR.

Le projet se situe au niveau des lieux-dits « *Les Sauzes* », « *Champ de Doussain* », « *La Boujade* » et « *La Jarouille* », au sein d'une ancienne carrière à ciel ouvert de sables et graviers. La surface clôturée de la centrale est d'environ 42,9 hectares. Le projet est composé de deux entités clôturées distinctes : une entité nord et une entité sud, chacune occupée par un plan d'eau sur lequel seront installés des panneaux photovoltaïques flottants. Le reste de l'entité sud sera équipée de photovoltaïques terrestres, aux abords du plan d'eau. Le projet sera composé d'environ 58830 modules photovoltaïques, d'une puissance unitaire d'environ 490 Wc.

Ce projet est soumis à la délivrance d'un permis de construire (art. R. 421-1 et suivants du code de l'urbanisme) et à étude d'impact systématique (article L. 122-1 et annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement) depuis la promulgation du décret n°2009-1414 du 19 novembre 2009 entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009.

Aux termes de l'article R. 122-5 du code de l'environnement, le contenu de l'étude d'impact doit être en relation avec l'importance et la nature des travaux et aménagements projetés et avec leurs incidences prévisibles sur l'environnement.

La CPEPESC tenait évidemment à apporter sa contribution notamment en ce qui concerne l'état initial de l'environnement et la préservation des enjeux liés à la biodiversité dans le cadre de la mise en œuvre des mesures « Eviter-Réduire-Compenser ». Son analyse s'appuie tout à la fois sur l'évaluation environnementale produite par le développeur, l'avis de la MRAe et sur son expérience et ses savoirs reconnus dans le domaine de la protection de l'environnement, objectif exclusif de l'association. Les références aux pages dans le texte sont, sauf mention contraire, celles du dossier d'étude d'impact.

L'une de ses « antennes » régionales¹ a déjà eu l'occasion d'apporter sa contribution dans le cadre d'autres projets photovoltaïques, notamment dans le Jura, en Haute-Saône et dans le Doubs.

Dans la majorité des cas, elle aboutissait aux mêmes conclusions : sous prétexte d'un impact faune-flore non significatif et nonobstant la présence d'espèces à intérêt patrimonial, les développeurs se bornent à proposer des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement écartant l'application de mesures compensatoires et la soumission du projet à la procédure dérogatoire prévue à l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

Le présent projet malheureusement ne déroge pas à cette règle.

La position de la CPEPESC sur les centrales photovoltaïques

Au regard du contexte de dérèglement climatique et de la nécessité à réduire rapidement nos émissions de GES, la CPEPESC précise qu'elle n'est pas opposée à l'émergence des projets permettant de fournir de l'énergie électrique d'origine solaire à condition que ces projets dits d'énergie renouvelable n'aggravent pas l'artificialisation des espaces naturels et des milieux, à supposer même qu'ils soient dégradés, sur lesquels ils s'implantent, **c'est-à-dire qu'ils ne consomment pas inutilement du foncier et qu'ils soient d'une totale transparence écologique.**

Il convient ainsi de signaler que :

- Les énergies renouvelables doivent se montrer exemplaires d'un point de vue environnemental, en particulier en ce qui concerne la prise en compte de la biodiversité ;
- Le développement des énergies renouvelables doit absolument être accompagné d'un très fort renforcement de la maîtrise de la consommation et de l'efficacité énergétique.

La CPEPESC rejoint ici la position de France Nature Environnement (FNE) qui énonce que *« développer les énergies renouvelables est nécessaire, mais que le faire n'importe où, n'importe comment, avec une vision politique uniquement quantitative, sans précaution par rapport à la biodiversité qui traverse une crise sans précédent, relève de l'aveuglement. »*

Pour FNE, *« les énergies renouvelables doivent être utilisées le plus localement possible. La priorité doit être portée sur les installations de petites et moyennes puissances, près des lieux de consommation, voire pour le photovoltaïque sur les bâtiments qui l'utilisent en direct. Ceci a pour avantage de limiter le recours aux réseaux et de favoriser l'autonomie énergétique des territoires. »*

Les installations sur le bâti, qu'il s'agisse des bâtis individuels, collectifs ou les grands entrepôts, doivent avoir la priorité par rapport aux installations au sol. Elles combinent plusieurs avantages : pas d'utilisation des sols, utilisation directe de l'électricité produite, implication des particuliers qui sont plus attentifs à leur consommation d'électricité, possibilité par les « grandes toitures » d'avoir des surfaces assez importantes...».

En définitive, la CPEPESC soutient prioritairement la couverture des bâtiments plutôt que l'implantation au sol sauf à démontrer, dans ce dernier cas, que le site choisi répond scrupuleusement

¹ La CPEPESC Nationale n'est pas organisée en fédération d'associations. Elle coexiste avec deux associations régionales, la CPEPESC Lorraine et la CPEPESC Franche-Comté.

aux critères d'un espace, soit dégradé ou artificialisé et sans enjeux écologiques, soit tout bonnement exempt d'enjeux écologiques.

Le projet de LES PEINTURES ne fait pas partie de ces catégories.

En préambule, avis général sur le projet

D'emblée ce qui frappe c'est son ampleur, non pas que la zone d'emprise soit démesurée (quoique !) mais c'est le taux de couverture des panneaux qui apparaît largement disproportionné. On sent clairement ici la volonté du pétitionnaire d'exploiter de façon industrielle et sans discernement la plus grande partie de l'espace : les panneaux photovoltaïques couvriront non seulement une large part de la surface en eau libre mais également d'importantes étendues terrestres. Ainsi la quasi-totalité des terrains jouxtant le plan d'eau sud sont voués à recevoir des modules photovoltaïques. Seule l'étroite bande au nord séparant le plan d'eau de la route et une zone au sud comprenant un boisement sont laissés vierges de toute implantation.

On relève ainsi l'absence totale d'un compromis raisonnable entre développement/extension du projet et conservation de terrains à vocation naturelle. Cette recherche d'une large occupation de l'espace ne plaide pas en faveur de son acceptation d'autant comme nous le verrons que les terrains jouxtant les plans d'eau, quand bien même seraient-ils le résultat de l'activité extractive passée, forment des habitats d'espèces protégées dont plusieurs à enjeu de conservation et dont la prise en compte n'est pas effective.

La CPEPESC ne comprend pas et ne partage absolument pas la stratégie du groupe URBASOLAR qui pouvait largement se contenter d'installer sa ferme solaire sur les plans d'eau artificiels issus de l'exploitation de la gravière, tout en circonscrivant la zone d'emprise à certains secteurs seulement, au lieu de chercher à occuper démesurément tout l'espace ou presque de la zone d'implantation potentielle (ZIP).

En outre, comme le précise la MRAe, *« l'étude d'impact intègre un diagnostic des **zones humides** établi sur la base d'investigations de sols et de végétation, qui ont permis de mettre en évidence la présence de zones humides sur la majeure partie de la partie terrestre de la zone d'implantation potentielle »*.

En effet, page 86, *« l'analyse conjointe des critères relatifs à la flore et aux sols permet de délimiter, sur un total de 42,9 ha, environ 20,35 ha de zone humide dans la zone d'implantation potentielle du projet »* lesquels - et on parle bien ici de l'intégralité des zones humides identifiées dans l'aire d'étude - en phase chantier seraient susceptibles de subir des incidences (page 202).

Et de conclure *« compte-tenu de la superficie des zones humides, le scénario d'implantation maximale présente une incidence brute **forte** sur les zones humides en phase de chantier »* (page 202).

Les mesures d'évitement et de réduction, tout comme la démonstration afférente, mises en œuvre pour limiter/atténuer l'impact sur ces zones humides n'apparaissent pas satisfaisantes de même que les mesures compensatoires destinées à compenser les incidences résiduelles significatives (perte, destruction) sur 2,14 hectares.

La MRAe précise *« qu'un niveau d'enjeu faible est attribué aux zones humides. Elle recommande au porteur de projet d'étayer la justification de cette classification, compte tenu des*

fonctionnalités écologiques et environnementales reconnues des zones humides, et des espèces (amphibiens en particulier) inféodées à ces milieux recensées sur le site ».

Par cette évocation, la MRAe tenait à rappeler au pétitionnaire mais aussi aux services instructeurs de l'Etat que l'enjeu faible ainsi défini ne correspondait pas à la réalité et que les zones humides, au-delà de leurs seuls caractères physique ou morphologique, ne devaient pas être traitées indépendamment de leur fonctionnalité écologique mise en évidence par les différentes espèces, notamment faunistiques inventoriées (avifaune et herpétofaune).

Si l'on comprend la réponse du pétitionnaire (page 2 de la réponse à la MRAe), elle n'en reste pas moins inconsistante et surtout révélatrice de sa volonté manifeste à minimiser l'intérêt des zones humides concernées.

En dissociant fonctionnalité écologique et qualité des zones humides, le pétitionnaire, sans faire de vilain jeu de mots, cherche à noyer le poisson.

Comme il ne répond pas à la question suivante de la MRAe : **« La MRAe recommande de renforcer la surface de zones humides évitées et de prévoir un suivi en phase de travaux et d'exploitation des zones humides résiduelles situées dans l'emprise du projet, avec des mesures correctives en cas d'incidence constatée »** puisqu'il se contente de préciser qu'« un suivi écologique des zones humides évitées comme des zones humides compensées est prévu en phase de travaux comme en phase exploitation ».

Là encore, il élude totalement la question et ne prévoit aucun évitement complémentaire des zones humides.

Dans le cadre d'un projet de ferme solaire porté par la société VALECO à MAGNY-DANIGON (70), après analyse des composantes du milieu naturel, cette société a revu à la baisse son projet en réduisant de manière substantielle la surface d'implantation des panneaux (**PJ 1**). Visiblement, ce redimensionnement n'affecte pas l'économie globale du projet.

- **Sur le site de LES PEINTURES, la réduction de la taille du projet n'étant pas susceptible de remettre en cause l'économie globale du projet, la CPEPESC demande ici le retrait des panneaux de toutes les zones terrestres et ceci dans le but de préserver des habitats d'espèces protégées.**

La CPEPESC est plutôt rôdée à la lecture et à l'examen de dossiers d'étude d'impact. Elle avoue avoir été déconcertée par la densité et le contenu technique souvent confus de celui-ci. Les informations parfois erronées (pages 205-206 : cinq zones de compensation « zone humide » annoncées, en réalité six ; surface révélée de compensation de 2,16 ha, en réalité 1,79 ha ; des noms d'oiseaux qui n'existe pas tel que la *Bécassine des bois*), des cartes qui apparaissent sur fond noir, voire toutes noires, pour la flore et les chiroptères traduisant un problème d'affichage² (**PJ 2**), des paragraphes de qualité disparate surchargés d'informations et de propos quelquefois ambigus, des supports cartographiques avec des couleurs de légendes qui ne sont pas en adéquation avec les couleurs utilisées sur la carte (ex. carte des habitats de végétation page 106), etc., ne permettent pas d'appréhender sérieusement les résultats des inventaires, l'état initial du site et de son environnement et les niveaux d'enjeux respectifs.

² Un simple contrôle du document numérisé aurait pourtant permis d'éviter cet écueil.

Tel est le cas par exemple du chapitre consacré à l'avifaune rédigé avec un vocabulaire et une syntaxe souvent empruntés. Mais passons ce n'est pas le plus gênant à partir du moment où l'information divulguée reste globalement compréhensible.

Au niveau des sources utilisées, on évoque un arrêté ministériel du 21 juillet 2015 qui n'est en réalité qu'un arrêté modificatif de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. C'est ce dernier qui fait référence et qui est employé et non l'arrêté modificatif.

La liste rouge des oiseaux nicheurs d'Aquitaine n'est plus d'actualité, en tout cas elle n'est pas référencée parmi les listes rouges des espèces menacées labellisées UICN³. Pourtant le bureau d'études y fait référence sans aucun avertissement préalable en utilisant d'anciennes qualifications telles que « communes » ou « peu communes ou localisées » désormais inusitées par la communauté ornithologique et qui ne correspondent plus aux critères désormais en vigueur. En pareilles circonstances, deux options s'offraient au BE, et pas certainement celle à laquelle il s'est résolu, soit se limiter à faire référence à la liste rouge nationale des espèces menacées de l'UICN de 2016, soit utilisée cette dernière ainsi que, à défaut d'une liste rouge régionale adaptée, celle des oiseaux nicheurs d'une (ancienne) région voisine, le Poitou-Charentes, option loin d'être aberrante sachant que cette dernière région est désormais intégrée à la grande région de Nouvelle Aquitaine.

Plus grave, l'exposé des résultats ne permet pas de cerner sérieusement les enjeux en présence. S'agissant des oiseaux nicheurs, ils sont présentés selon la déclinaison de la SEOF (indices de nidification possible, probable ou certain) qui dans le cadre d'un inventaire scientifique exhaustif se justifie mais qui ici, compte tenu du faible nombre de journées d'inventaires, n'apparaît pas appropriée⁴. Ainsi ce qu'il convient de retenir, au vu du tableau page 112, est le nombre d'espèces nicheuses ou potentiellement nicheuses sur l'aire d'étude, soit 59 sur les 67 dénombrées au total, ce qui assurément traduit une diversité et une richesse digne d'intérêt.

Leur statut de protection aurait mérité d'être produit dans le corps de l'étude et non en annexe afin de disposer d'emblée de la proportion d'espèces protégées, soit 53 espèces (54 si l'on y ajoute la Tourterelle des bois qui bénéficie d'un moratoire interdisant tout prélèvement sur la saison 2023-2024) - 4 espèces sur 5 - sur les 67.

Ensuite, l'enjeu est présenté par espèce ou par habitat mais dans ce dernier cas sans description du cortège d'espèces associées à chacun des habitats identifiés. Pour plusieurs espèces au statut de conservation précaire est attribué un enjeu faible malgré leur statut nicheur (par exemple pour celles relevant de la catégorie « vulnérable » en France, on trouve le Chardonneret élégant, le Martin-pêcheur d'Europe, la Tourterelle des bois et le Verdier d'Europe). Mais surtout, il manque une véritable synthèse qui aurait permis de faire ressortir un enjeu global pour l'avifaune sur le site. En agissant de la sorte, le BE minimise le niveau d'enjeux et donc le degré d'impacts pressenti pour ce groupe faunistique.

Enfin, pour terminer sur ce groupe, il faut noter l'absence d'inventaires ciblés en période de migration ou d'hivernage⁵. Tout au plus relève-t-on ici ou là dans le texte des mentions se rapportant au statut migrateur de certaines espèces observées, notamment pour les rapaces diurnes mais force

³ <https://uicn.fr/etat-des-lieux-listes-rouges-regionales/>

⁴ Sur les 67 espèces, le bureau d'études précise page 111 que « 6 sont définies comme nicheuses certaines, 23 sont nicheuses probables, 25 sont caractérisées comme nicheuses possibles et 8 sont non nicheuses dans l'aire d'étude ». En réalité, les chiffres exacts, si l'on se réfère au tableau page suivante, sont : 8 non nicheurs, 28 nicheurs probables, 25 nicheurs possibles et 7 nicheurs certains.

⁵ De même, sauf erreur, aucun inventaire des oiseaux nocturnes n'a été réalisé.

est de constater qu'aucune partie ou chapitre ne décrit les espèces de passage ou hivernantes. C'est une lacune de plus, importante quand on sait que ces plans d'eau, notamment celui de la Boujade au sud est susceptible d'héberger des hivernants ou des individus en halte migratoire parmi lesquels se rangent, entre autres, les anatidés de toutes espèces.

Il s'ensuit que l'étude d'impact faune-flore n'a pas été conduite, à tort, sur un cycle biologique complet ce qui ne permet pas de couvrir l'ensemble des potentialités du site en désaccord avec le guide de l'étude d'impact des installations photovoltaïques au sol qui recommande : « *La réalisation d'une étude sur la faune, la flore et les milieux naturels doit couvrir un cycle biologique représentatif, c'est-à-dire intégrer les saisons optimales d'observation (période de reproduction, **de migration**, pic de développement). Le cadrage préalable indique les périodes pendant lesquelles devront être menées les investigations de terrain* ».

Pour le groupe des amphibiens, le BE indique page 91 : « *Au vu de la présence de plans d'eau au sein de l'aire étudiée, une attention particulière a été menée au niveau de ces habitats. Aucune difficulté particulière n'a donc été perçue pour ces taxons. Une session nocturne en période de reproduction (mars) a permis d'améliorer l'exhaustivité de la richesse spécifique* ».

Ainsi, une seule soirée de prospection a été consacrée à la recherche des espèces d'amphibiens. C'est largement insuffisant pour tirer des conclusions objectives quand on sait que ces espèces ont un mode de vie essentiellement crépusculaire et nocturne et que leurs recensements, à défaut d'avoir recours à des techniques de capture reconnues, nécessitent de mener des prospections nocturnes ciblées.

Pas étonnant donc que certaines d'entre-elles n'aient pas été contactées. On pense notamment aux Urodèles comme le Triton palmé, espèce pourtant bien représentée, ou encore le Triton marbré et la Salamandre tachetée. Le BE s'en fait d'ailleurs l'écho quand il écrit page 136 : « *les inventaires menés n'ont également pas permis de déceler la présence de la Salamandre tachetée au niveau des zones boisées qui lui sont attractives. [...] En revanche, pour le Triton marbré, ses mœurs discrètes ne permettent pas d'assurer l'absence de l'espèce au sein de l'aire d'étude. Il est donc considéré comme espèce potentielle localement, notamment au niveau des mares, à l'instar du Triton palmé* ».

Le rédacteur de l'étude d'impact objectera sans doute qu'elles ont été prises en considération - pourtant une simple énumération n'est pas synonyme de prise en compte - ce n'est pourtant pas le cas lorsqu'il s'est agi d'évaluer les impacts attendus et les mesures à appliquer en conséquence pour écarter tout risque d'impact résiduel significatif.

La CPEPESC pourrait multiplier les exemples. Toujours est-il qu'à ce stade, les différentes carences, approximations et/ou négligences, qu'elles soient volontaires ou non, entachent indubitablement les résultats et la qualité de l'état initial du site et de son environnement. Le scénario de référence s'en trouve sinon tronqué du moins largement biaisé.

Une analyse bibliographique déficiente

Page 111 il est précisé qu'« *un recueil bibliographique a été mené à l'échelle communale auprès des différents portails de base de données des différentes associations régionales (Faune Aquitaine, Faune France, FAUNA, Kollekt Nouvelle-Aquitaine)* ».

Or, la consultation des données de Faune France montrent que les espèces sont plus nombreuses qu'annoncées. Exemple ici avec les oiseaux sur la période comprise entre 2017 et 2022 (**PJ 3**) :

Ainsi faut-il relever les observations sur la ZIP ou l'aire d'étude immédiate de l'Aigle botté, du Canard chipeau, du Canard souchet, du Chevalier gambette, du Circaète Jean-le-Blanc, de la Fauvette pitchou, du Fuligule milouin, du Goéland leucophée, du Hibou moyen-duc, de l'Hirondelle de rivage, de la Huppe fasciée, de l'Hypolaïs polyglotte, du Gobemouche gris, du Grèbe castagneux, de la Grue cendrée, du Petit Gravelot, du Rossignol philomèle⁶, **soit pas moins de 17 espèces supplémentaires** qui viennent donc grossir les résultats des inventaires accentuant encore l'intérêt ornithologique indéniable de l'aire d'étude⁷.

Le rédacteur de l'étude d'impact objectera encore que ces espèces ont bien « été prises en compte » puisqu'elles figurent dans la partie consacrée aux espèces dites potentielles sauf que plusieurs n'y apparaissent pas, comme la Fauvette pitchou, le Fuligule milouin, le Goéland leucophée, la Grue cendrée, l'Hirondelle de rivage, la Huppe fasciée et même le Rossignol philomèle (page 116) et pour les autres on ne peut plus guère parler de potentialités puisque les données ainsi disponibles résultent d'observations directes.

Nous reviendrons sur le statut biologique sur la zone d'étude de certaines d'entre elles dans la partie consacrée spécifiquement aux inventaires faune-flore.

De deux choses l'une, soit le bureau d'études a disposé d'informations lacunaires en provenance des bases de données naturalistes, soit il a omis délibérément de faire état de ces espèces. Quoiqu'il en soit, on relève ici une nouvelle carence de l'étude d'impact puisque ce ne sont plus 67 espèces recensées/connues sur le site d'étude mais bien 84 espèces au total, soit 25 % d'espèces supplémentaires.

De même, l'étude d'impact signale page 112 que « *l'évaluation des enjeux avifaunistiques a été réalisée en prenant en compte les statuts réglementaires des espèces, les listes rouges mondiale, européenne, nationale et régionale, les listes des espèces « déterminantes ZNIEFF » en Aquitaine, aires de répartition locale ainsi que les statuts de présence et de nidification des espèces* ».

On a cherché en vain dans le texte ou dans les tableaux les espèces dites « déterminantes ZNIEFF » ainsi classées pour l'inventaire du patrimoine naturel national. Force est de constater que ce critère n'a pas été retenu *in fine* pour l'établissement des niveaux d'enjeux contrairement à ce que sous-entend le bureau d'étude alors même que plusieurs espèces recensées sont ainsi qualifiées (**PJ 4**) : Bondrée apivore, Bruant des roseaux, Caille des blés, Chevalier guignette, Milan royal, Pie-grièche écorcheur, Vanneau huppé, etc.

Même constat s'agissant des autres groupes faunistiques.

Autre écueil relevé, l'absence de consultation bibliographique ciblée pour les chiroptères qui auraient permis au pétitionnaire d'évaluer sereinement les potentialités de gîtes de reproduction dans le périmètre d'étude et d'interpréter autant que faire se peut les données collectées lors des inventaires. Sauf erreur, aucune démarche en ce sens, n'a été menée.

⁶ S'y ajoute également le Bruant proyer avec un chanteur entendu au lieu-dit *le Champ des Prunelles* le 18 juin 2023, soit postérieurement à l'étude d'impact.

⁷ Dans les données de la PJ 3 ne sont prises en considération que les espèces contactées sur la Boujade, le Champ des Prunelles et le Champ de Doussain, soit les trois lieux dits figurant sur la carte IGN au 1/25 000^{ème} et localisés au niveau de l'aire d'étude.

Une évaluation des incidences « Natura 2000 » insuffisante

Cette évaluation a été réalisée en raison de la présence du site Natura 2000 « Vallée de la Dronne de Brantôme à sa confluence avec l'Isle » désignée comme zone spéciale de conservation (et non comme zone de protection spéciale comme écrit par erreur page 12 de l'évaluation d'incidence) en application de la Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, notamment ses articles 3 et 4 et ses annexes I et II. La Dronne s'écoule au point le plus proche du site de projet à moins d'1,5 km (carte page 10 de l'étude d'incidence).

8 habitats et 23 espèces d'intérêt communautaire sont identifiés dans cet espace. Parmi ces habitats et espèces, aucun(e) n'a été identifié(e) dans le cadre des inventaires écologiques réalisés dans l'aire d'étude mais 6 espèces, selon le bureau d'étude, sont susceptibles d'être potentiellement affectés (page 13 de l'étude d'incidence) :

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Code Natura 2000	Potentialité de présence au sein des terrains étudiés ou ses environs proches
Loutre d'Europe	<i>Lutra lutra</i>	1355	Très faible en l'absence d'habitats favorable
Vison d'Europe	<i>Mustela lutreola</i>	1356	Très faible en l'absence d'habitats favorable
Damier de la Succise (Le)	<i>Euphydryas aurinia</i>	1085	Très faible dans les friches
Lucarne cerf-volant	<i>Lucanus cervus</i>	1083	Faible dans les bois
Grand Capricorne	<i>Cerambyx cerdo</i>	1088	Faible dans les bois
Cistude d'Europe	<i>Emys orbicularis</i>	1220	Très faible en l'absence d'habitats favorable

Au vu des résultats de l'inventaire entomologique (pages 139 à 142), une septième espèce pouvait intégrer cette liste d'espèces potentielles, le Cuivré des marais, puisqu'il figure dans le tableau intitulé « étude de la probabilité de fréquentation régulière de la ZIP par les espèces d'invertébrés potentielles » (page 139).

Avec le tableau de synthèse page 75 et la conclusion page suivante (de l'étude d'incidence), ce sont les seuls éléments qui se rapportent à l'évaluation d'incidence proprement dite requise au titre de la réglementation en vigueur car le reste du document n'est qu'un condensé de l'étude d'impact faune-flore.

Sachant que l'évaluation des incidences doit prendre en compte tous les impacts que la réalisation du projet peut induire sur le site Natura 2000 et l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces présentes, en intégrant la phase chantier comme la phase exploitation, l'évaluation ainsi rendue ne semble pas respecter les exigences réglementaires.

Un site à forts enjeux écologiques sous-estimés par le pétitionnaire

Trois groupes ont attiré notre attention : l'avifaune, l'herpétofaune et les chiroptères.

Mais arrêtons-nous d'abord rapidement sur les formations végétales. Les inventaires font état de la présence de 208 plantes vasculaires dont 11 invasives. Nonobstant cette richesse spécifique relativement élevée, qui s'explique par la diversité des habitats en présence, 18 au total en excluant la

voirie, les enjeux floristiques sont définis comme globalement très faibles au sein de l'aire d'étude et localement faible dans la partie nord de la ZIP (page 109).

Une seule espèce recensée est protégée au niveau régional, le Lotier grêle *Lotus angustissimus*. Malgré ce statut de protection, le BE lui attribue un faible enjeu de conservation. L'habitat qui l'héberge, la friche nitro-psammophile, se voit même crédité d'un enjeu très faible au motif qu'il s'agit d'un habitat largement représenté localement.

Pourtant, son statut voudrait que l'enjeu soit évalué au moins à un niveau modéré pour prendre en compte *a minima* la protection réglementaire dont elle bénéficie.

Ces milieux sont *a contrario* le domaine de vie de nombreuses espèces animales protégées ou non (avifaune, chiroptères, herpétofaune notamment) dont plusieurs à enjeu patrimonial (c'est-à-dire inscrites en Listes rouges régionale ou nationale des espèces menacées).

La synthèse page 21 du RNT résume ainsi les enjeux pour la faune sauvage :

D'un point de vue faunistique, les principaux enjeux concernent :

- Pour les enjeux **TRES FORTS**: le Minioptère de Schreibers
- Pour les enjeux **FORTS**: la Bécassine des marais
- Pour les enjeux **MODÉRÉS** : la Barbastelle d'Europe, le Bruant des roseaux, la Cisticole des joncs, la Couleuvre vipérine, l'Elanion blanc, le groupe « Murins à hautes fréquences » le Milan royal, le Murin de Natterer, Pipistrelle commune, la Pipistrelle de Nathusios, , la Pie-grièche écorcheur et le Tarier des prés.
- Pour les enjeux **FAIBLES** : l'Aschne affine, l'Aschne printanière, la Bondrée apivore, la Bouscarle de Cetti, le Busard des roseaux, le Chardonneret élégant, le Chevalier guignette, le Conocéphale ensanglanté, le Crapaud calamite, le Cuivré des marais, le Damier de la Succise, la Fauvette grisette, le Grand caprinorne du chêne, le Grand Rhinolophe, le groupe « Sérotules », la Grande aigrette, la Leste dryade, le Lorient d'Europe, le Lucarne cerf-volant le Martin-pêcheur d'Europe, la Noctule de Leisler, la Pipistrelle de Kuhl, le Pouillot de Bonelli, l'Oreillard gris, la Rainette méridionale le Tarier pâle, la Tourterelle des bois le Vanneau huppée et le Verdier d'Europe.

Dans le détail, **s'agissant de l'avifaune**, malgré la présence de 67 espèces inventoriées, signalant une richesse que le BE qualifie comme bonne dont un quart accusent un statut de conservation préoccupant à très préoccupant (NT à CR), les enjeux attribués se limitent à des niveaux faibles à modérés (page 121). Seule la Bécassine des marais, et curieusement pas les habitats correspondants qu'elle occupe sur site, se voit accordée un enjeu de patrimonialité fort.

Les espèces patrimoniales directement inféodées aux milieux observables sur l'AEI sont associées à des indices de reproduction, elles sont donc susceptibles de s'y reproduire au sens de la réglementation en vigueur - l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 précise que « **les interdictions s'appliquent aux éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée, aussi longtemps qu'ils sont effectivement utilisés ou utilisables au cours des cycles successifs de reproduction ou de repos de cette espèce** ».

Avec 67 espèces recensées, dont 16 patrimoniales a minima dépendants directement des habitats en présence, cet inventaire confirme l'intérêt ornithologique de la ZIP et de l'AEI, ce qui confère assurément un enjeu fort pour ce groupe, la synthèse page 120 déclinée par espèces n'étant pas pertinente pour déterminer l'enjeu global du site pour l'avifaune.

Les habitats (pas moins de 20 décrits) sont crédités des mêmes enjeux, de faibles à modérés. On relativisera ici l'intérêt d'un classement par micro-habitats (à l'exception des plans d'eau) opéré par le bureau d'études sachant que les oiseaux, espèces particulièrement mobiles, ne se contentent pas d'occuper quelques biotopes particuliers mais utilisent tout un panel de milieux au gré des saisons. Il nous semble que cette approche n'est pas convaincante et qu'en dissociant ainsi les habitats des uns des autres, on « dilue » ainsi volontairement les enjeux associés.

Les niveaux d'enjeux méritent quoiqu'il en soit d'être réévalués à la hausse au vu des données complémentaires apportées (voir développements précédents et PJ 3). Parmi les 17 espèces « nouvelles », certaines sont particulièrement intéressantes au regard soit des milieux en présence, soit des périodes d'observation. C'est le cas de la Fauvette pitchou, du Gobemouche gris, de l'Hirondelle de rivage (nicheuse certaine en 2019 sur *le Champ des Prunelles*) et de la Huppe fasciée, etc.

S'agissant des chiroptères, on relèvera d'abord ici l'absence problématique de discrimination au rang spécifique des espèces du groupe des Murins à Hautes fréquences (c'est-à-dire toutes les espèces de murin à l'exception du Grand et du Petit Murin) et « Sérotules ». Avec les logiciels de pré-tri automatique, il est pourtant assez simple d'attribuer les séquences pour ces d'espèces d'autant que les intervenants étaient équipés du matériel le plus régulièrement rencontré : SM4 & D240x.

Sinon, 3 espèces d'intérêt communautaire (annexe II et IV de la Directive Habitats) sur un total de 9 (11) espèces observées/contactées, ont été recensées au sein de l'AEI : Barbastelle d'Europe, Grand Rhinolophe et Minioptère de Schreibers.

Au vu des seules deux nuits d'écoute passive et active concentrées sur la période estivale (les 29 juillet et 19 août 2021), ces résultats prennent toute leur importance et traduisent un enjeu chiroptérologique assurément fort. On peut en effet regretter l'absence de prospections au printemps et à l'automne qui aurait sans doute permis de confirmer/renforcer encore l'attractivité du site pour les chiroptères.

Une mention toute spéciale revient au Minioptère de Schreibers, eu égard à son statut de conservation (« Vulnérable » en France et « En danger » en Aquitaine). Le BE le souligne du reste en ces termes : « *espèce très présente sur l'aire d'étude ; des cris sociaux et une activité de chasse ont été enregistrés* » (page 129).

Le niveau de patrimonialité est jugé logiquement très fort (Minioptère de Schreibers) à modéré, ce qui confère, à juste titre *a minima*, des niveaux d'enjeux forts à modérés argumentés vraisemblablement, bien que cela ne soit pas décrit, sur la base du nombre élevé de contacts de certaines de ces espèces en relation avec leur occurrence régionale (67 cts pour le Minioptère de Schreibers, 117 pour la Barbastelle d'Europe, 440 pour le groupe des Murins, 206 pour le groupe des Sérotules, 648 pour la Pipistrelle de kuhl et même 5839 pour la Pipistrelle commune).

Le BE a classé trois habitats en enjeux forts (Bois à peupliers tremble x chênaie-frênaie, Chênaie-frênaie et Bois à peupliers tremble x Saulaie) lesquels (comme c'est étrange !), se trouvent, à l'exception du premier, aux marges de la ZIP ; ce n'est pourtant pas ce que laisse entrevoir la carte page 132 de l'activité des chiroptères où les zones d'observation se répartissent davantage sur la ZIP.

Page 128, il est indiqué : « *de même, une espèce qui est présente en chasse aura des enjeux supérieurs à celle qui ne sera repérée qu'en transit. Des enjeux encore plus importants sont alors à prévoir pour une espèce pour laquelle des cris sociaux ont été enregistrés, le tout toujours pondéré par l'enjeu régional de l'espèce* ».

Une telle interprétation ne manque pas de surprendre. Si au moins elle était argumentée mais ce n'est pas le cas. Sur quels critères peut-on raisonnablement considérer les cris sociaux comme « supérieurs » aux cris émis en transit ? En outre, ces cris ne devraient pas être considérés indépendamment des milieux où ils ont été enregistrés (proximité de gîte, interaction intra ou interspécifique, reproduction, autre type de communication).

Ce type de conclusion qui consiste à écarter des pans entiers de l'activité des chiroptères n'est pas recevable. La CPEPESC l'assimile soit à de la malhonnêteté intellectuelle, soit à de la méconnaissance de l'écologie des chiroptères.

S'agissant de l'herpétofaune, 4 espèces d'amphibiens et 4 espèces de reptiles ressortent des inventaires ; la plupart sont intégralement protégées en France ainsi que leurs habitats respectifs : le Crapaud calamite, la Grenouille agile, la Rainette méridionale, le Lézard à deux raies (ou Lézard vert occidental) et le Lézard des murailles.

Ce cortège diversifié confère indubitablement un enjeu fort aux milieux fréquentés d'autant que certaines de ces espèces sont classées en liste rouge régionale et/ou nationale (Crapaud calamite, Couleuvre vipérine) et que les inventaires ont manqué de rigueur en ce sens, comme vu plus haut qu'une seule soirée a été consacrée à la recherche de ce groupe.

Là encore, le BE se borne à évaluer l'enjeu par espèce sans prendre en considération le cortège dans tout ce qu'il représente.

Ainsi, ces interprétations sur le niveau d'enjeu de la ZIP (simplement modéré pour la Couleuvre vipérine et modérés pour trois habitats humides) manquent d'objectivité et ne sauraient représenter la qualité des habitats et des espèces en présence. Ils ne prennent par exemple pas en compte les milieux terrestres occupés pourtant la quasi-totalité de l'année par les amphibiens, les milieux humides n'étant fréquentés que lors de la période de ponte sur quelques jours à quelques semaines par an.

En conclusion, bien que le site comporte des plans d'eaux artificiels et des milieux considérés comme dégradés, les résultats des inventaires écologiques (pages 87-146) montrent qu'il héberge de nombreux enjeux naturalistes, notamment parmi les groupes suivants : avifaune, herpétofaune et chiroptères.

Sans rentrer davantage dans le détail ou s'intéresser à d'autres groupes, force est de constater que l'étude d'impact ne traduit pas fidèlement l'intérêt écologique et le niveau de patrimonialité des habitats et des espèces de la zone d'étude. C'est visiblement une constance des études d'impact de parcs photovoltaïques qui tendent à sous-estimer les enjeux ce qui conduit à nuire à l'information complète du public, à les soustraire à l'obligation de déposer une demande de dérogation au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement et à exercer une influence sur la décision à venir de l'autorité administrative.

Des zones humides sacrifiées sans compensation suffisante

La CPEPESC rappellera d'abord ici l'intérêt général qui prévaut à la protection des zones humides. Aux termes de l'article L. 210-1 du code de l'environnement, « *l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable,*

dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation ».

Malgré cet intérêt général, le pétitionnaire, sous prétexte que ces zones ne présenteraient pas d'enjeu, ou des enjeux faibles - ce n'est pourtant ce que laisse entrevoir les résultats des inventaires faunistiques - les considère sans intérêt ou presque, même s'il s'en défend dans son mémoire en réponse à la MRAe.

Page 86, « *dans l'emprise du projet, d'une surface totale de 50 ha, les habitats déterminants de zone humide sont limités aux abords des fossés et des plans d'eau. Les sondages pédologiques révèlent des sols déterminant de zone humide s'étendant bien au-delà de ces habitats.*

De plus, la topographie remarquablement plane de l'emprise étudiée implique des courbes topographiques très espacées, et par conséquent des zones humides très étendues.

L'analyse conjointe des critères relatifs à la flore et aux sols permet de délimiter, sur un total de 42,9 ha, environ 20,35 ha de zone humide dans la zone d'implantation potentielle du projet, dont 0,99 ha occupé par des habitats déterminants de zone humide ».

Il faut donc acter la présence sur la quasi-totalité des espaces terrestres de la ZIP de zones humides (au moins par le critère pédologique), **soit 20,35 ha sur 23 ha !** On relèvera ensuite que la surface de milieux humides établi sur la base du critère de la végétation s'établit à seulement 0,99 ha, soit exactement sous le seuil du régime de l'autorisation fixé par la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature IOTA :

3.3.1.0. Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :

1° Supérieure ou égale à 1 ha (Autorisation) ;

2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (Déclaration).

Les incidences prévisibles du projet sur ces zones sont décrites page 197 et suivantes : « *Les incidences sur les eaux superficielles, les eaux souterraines et les zones humides, seront directement liées à la mise en place du parc photovoltaïque et à sa présence, que ce soit du point de vue de leur qualité ou de leur débit. Les effets seront temporaires ou permanents, à court et moyen termes, selon leur nature et le domaine où ils s'exercent ».*

Page 202 : « *en l'absence de mesure d'atténuation, l'intégralité des zones humides identifiées dans l'aire d'étude serait susceptible de subir des incidences, pour une superficie totale de 20,3 ha.*

→ *Compte-tenu de la superficie des zones humides, le scénario d'implantation maximale présente une incidence brute forte sur les zones humides en phase de chantier ».*

Globalement, elles tiennent à l'aménagement proprement dit en phase chantier : créations de voiries/pistes, tranchées techniques, nivellements et remblaiements divers, imperméabilisations, tassements liés aux passages répétés des véhicules, etc.

En prenant en compte les mesures d'évitement/réduction (pages 203 à 205), la surface impactée - ce qu'URBASOLAR appelle les incidences directes résiduelles persistantes - **est estimée à 2,14 hectares**. Elle nécessite donc une demande d'autorisation Loi sur l'eau que le pétitionnaire aura l'obligation de faire déposer auprès des services « police de l'eau » de l'Etat.

A ce stade, la CPEPESC rappelle qu'elle est formellement opposée à l'installation de parcs photovoltaïques en zones humides, en raison de l'intérêt général associé à ces milieux, qu'ils soient sans enjeu ou le fruit de perturbations liées à l'exploitation du site n'y changent rien, mais aussi parce qu'elle ne peut admettre qu'il n'y ait pas d'autre site possible présentant une moindre sensibilité environnementale. Ces espaces constituent donc une « ligne rouge » pour la CPEPESC et toute atteinte à leur égard la conduira à s'y opposer et, le cas échéant, à envisager un recours contre une éventuelle autorisation.

C'est d'ailleurs ce que prévoit le SDAGE du bassin Adour-Garonne en vigueur (2022-2027) : *« Pour tous les IOTA, susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'intégrité et le fonctionnement des zones humides ou des milieux aquatiques, le porteur de projet doit faire la démonstration de l'impossibilité de solution alternative plus favorable à l'environnement à un coût raisonnable et intégrant les paramètres marchands et non marchands, dont les bénéfices environnementaux ».*

Cette démonstration fait défaut.

Les mesures de compensation sont détaillées page 206 :

Les surfaces correspondantes sont déclinées comme suit :

- Zone 1 : 0,59 ha
- Zone 2 : 0,34 ha
- Zone 3 : 0,30 ha
- Zone 4 : 0,23 ha
- Zone 5 : 0,18 ha
- Zone 6 : 0,15 ha

TOTAL : 1,79 ha

Si l'on se réfère à ce que prévoit le SDAGE susvisé, force est de constater que le compte n'y est pas : *« Les mesures compensatoires doivent correspondre à une contribution au moins équivalente, en termes de biodiversité et de fonctionnalités, à la zone humide détruite et s'inscrire dans une logique de gain net* ; l'additionnalité écologique* de la mesure doit être démontrée. Le pétitionnaire doit fournir une méthode d'évaluation des besoins et réponses en termes de compensation zone humide.*

Avec 1,79 ha de surfaces compensatoires pour 2,14 ha détruits, l'équivalence n'est pas atteinte. De même, URBASOLAR n'apporte absolument pas la preuve d'un gain pour la biodiversité que ces mesures distribuées sur plusieurs zones seraient en mesure d'apporter.

Le SDAGE Adour-Garonne précise encore : *« Ainsi, le pétitionnaire démontre que le taux de compensation qu'il propose (voir guide dans le zoom ci-dessus)* apporte, pour une surface équivalente supérieure ou inférieure à la surface de zone humide détruite, une contribution au moins équivalente en termes de biodiversité et de fonctionnalités (additionnalité écologique). Cette séquence est requise dans le cadre du dispositif ERC ».*

*Le zoom auquel il renvoie indique (page 312 du SDAGE) :

Compensation zones humides

*Une analyse critique des méthodes de compensation de destruction de zones humides, appliquées en Europe et aux États-Unis, a été réalisée par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN - 2011 source bibliographique : Barnaud, G. & Coïc, B. 2011. Mesures compensatoires et correctives liées à la destruction des zones humides : revue bibliographique et analyse critique des méthodes). Ce retour d'expériences montre que les aménagements à surface équivalente ne compensent que très partiellement les fonctions hydrologiques et biologiques des milieux détruits, en raison des risques d'échec de la mesure compensatoire ou d'un décalage temporel pour atteindre des fonctionnalités opérationnelles. Cette étude recommande l'option de restauration de zone humide aujourd'hui dégradée, voire de réhabilitation des fonctions plutôt que la création ex nihilo, **ainsi que l'application d'un niveau de compensation de l'ordre de 150% de la superficie pour retrouver un niveau de fonctionnalité équivalente.***

Dès lors, la surface à compenser devrait atteindre 3,21 ha pour retrouver un niveau de fonctionnalité équivalente et non pas se limiter à 1,79 ha !

De même, les travaux préconisés (page 206), le creusement de dépressions et le semis de graines de type prairie humide préconisés ne sont pas de nature à répondre à l'objectif de restauration nette.

Ainsi les mesures préconisées ne sont pas proportionnées aux atteintes portées aux milieux considérés.

Face à l'atteinte portée aux zones humides, et en l'absence de mesures compensatoires satisfaisantes pour y remédier, ce projet n'apparaît pas répondre aux objectifs du SDAGE Adour-Garonne, ni respecter ceux définis aux articles L. 211-1 et suivants et à l'article L. 110-1 du code de l'environnement : la première solution à rechercher est l'évitement, puis à défaut la réduction, puis en dernier lieu la compensation si les atteintes n'ont pu être évitées ni réduites. Il fixe l'objectif d'absence de perte nette de biodiversité voire de gain de biodiversité.

Une justification du choix du site d'implantation incohérente et insatisfaisante

Dans le guide sur les études d'impact de parcs photovoltaïques au sol du Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEDDTL), il est précisé : « *Afin de choisir le ou les sites favorables, les choix du maître d'ouvrage doivent être guidés par la prise en compte des enjeux environnementaux* ».

De même, le guide sur l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme pour les centrales solaires au sol de 2020 précise que « *l'objectif est d'anticiper et de ne pas planifier la réalisation d'une centrale dans des secteurs présentant une forte sensibilité au regard des espèces protégées* ».

S'agissant du volet lié à la préservation de la biodiversité, il n'apparaît pas au vu des développements précédents que les espèces d'intérêt patrimonial recensées aient été suffisamment examinées et concrètement prises en compte à l'aune de leurs enjeux respectifs.

Le choix d'implantation d'URBA 423 n'est pas soutenable. Les zones humides font l'objet depuis plusieurs décennies d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics qui mobilisent

différents moyens en vue d'assurer leur gestion/conservation. Imaginer vouloir y implanter une centrale solaire, laquelle reste dans sa conception une opération industrielle, reviendrait à remettre en question les investissements et les politiques consenties en faveur de leur préservation.

Le choix du site n'apparaît donc pas justifié au regard des enjeux de biodiversité et des politiques publiques jusque-là mises en œuvre.

Aux termes du 2^o de l'article L. 122-3 (ou de l'alinéa 7 de l'article R. 122-5-II) du code de l'environnement, le contenu de l'étude d'impact comprend au minimum :

« (...)

d) Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, eu égard aux incidences du projet sur l'environnement ; »

Cette obligation législative (et réglementaire) est traitée pages 266-267. Pour toute justification, le pétitionnaire précise :

« Conformément à la doctrine nationale en matière de développement de centrales photovoltaïques au sol, URBA 423 a porté sa recherche de site sur des opportunités foncières ne remettant pas en cause un milieu agricole ou forestier et apportant toutes les garanties de réversibilité à l'issue de la période d'exploitation.

Le terrain au droit d'une ancienne carrière de sables et graviers exploitée de 1998 à 2021. Deux plans d'eau sont localisés sur les terrains, de part et d'autre de la RD21E1, résultants des activités d'extraction passées ».

En fait, seuls des critères de sélection inhérents au site lui-même sont présentés, le choix du site reposant avant tout sur une opportunité foncière comme l'écrit le BE.

Ecrire encore (page 29) que « le site répond aux conditions d'implantation de l'appel d'offres de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie solaire au titre du cas n°3 « Site dégradé » » ne correspond pas à une réalité factuelle puisque seuls les plans d'eau issus de l'activité d'extraction antérieure peuvent ainsi répondre à ce critère. Les terres alentours, *a fortiori* riche en espèces protégées, ne peuvent être rangés raisonnablement dans cette catégorie.

Il suit de là qu'à défaut d'avoir justifié le choix du parti retenu au regard d'autres alternatives envisageables, l'analyse ne répond pas à la réglementation en vigueur.

La société URBA 423 justifie encore son projet par sa compatibilité avec les documents de planification régionaux ou extra-régionaux et notamment le SRADDET Nouvelle-Aquitaine approuvé en mars 2020 qui, à l'échelle régionale, précise la stratégie, les objectifs et les règles fixées par la Région dans plusieurs domaines de l'aménagement du territoire.

La 4^{ie} priorité stratégique structurant la politique d'aménagement du territoire : « Protéger notre environnement naturel et notre santé » décrit 3 objectifs :

- réduire la consommation d'énergie et développer les énergies renouvelables ;
- diviser par deux le taux de consommation foncière pour protéger les terres arables et forestières ;
- sauvegarder et réhabiliter les zones humides, réservoirs d'eau et de biodiversité.

Ainsi, s'il vise certes un développement des énergies renouvelables, il réclame également une limitation de la consommation des terres naturelles, agricoles et forestières et définit des objectifs de préservation de la biodiversité, au travers notamment la sauvegarde et la restauration des zones humides, lesquels ne sont pas mis dans la balance par le maître d'ouvrage pour évaluer correctement l'équilibre socio-économique et environnemental du projet.

Le projet s'implante sur des zones humides, il ne correspond donc pas aux attendus prioritaires du SRADDET visant à installer les parcs solaires en terrain dégradé ou artificialisé en dehors des milieux humides, que les terrains concernés aient été, soi-disant, perturbés par l'activité d'extraction de granulats est sans incidence sur l'objectif recherché.

A la lecture des éléments d'appréciation ci-dessus, force est de constater que le choix du site ne semble être justifié que par une opportunité foncière. Il ne correspond pas aux orientations nationales et au SRADDET Nouvelle-Aquitaine et sa justification par l'analyse de solutions de substitution raisonnables au regard du moindre impact environnemental, telle que prévu par les textes, n'est pas conduite de façon appropriée.

Des impacts minimisés et des mesures ERC « Eviter-Réduire-Compenser » qui ne répondent pas à l'objectif de l'absence de perte nette de biodiversité

Ne seront abordés ici que les impacts pressentis sur la faune sauvage et sur leurs habitats respectifs.

Les impacts/incidences sont décrit(e)s aux pages 213 à 231. En conclusion, il est indiqué (page 230) :

3.6.4.8. Conclusion sur les incidences résiduelles

Les mesures d'évitement et de réduction prises dans le cadre de ce projet permettent de prévoir des incidences résiduelles **TRÈS FAIBLES** sur les habitats de végétation, les oiseaux, les chiroptères, les et l'herpétofaune, et **NULLES** sur l'ensemble des autres espèces de faune et de flore qui ont été observées dans le cadre de l'état initial, y compris sur les espèces protégées.

En l'absence d'incidence résiduelle significative, aucune mesure de compensation n'est envisagée dans le cadre de ce projet.

Considérant le fait que les incidences sur les espèces protégées sont évaluées comme très faibles à nulles, et qu'aucune mesure ne prévoit de déplacement d'espèce, ce projet ne justifie pas de demande de dérogation à la législation sur les espèces protégées.

- Les incidences résiduelles sur la biodiversité après évitement et réduction sont évaluées comme nulles à très faibles ;
- Aucune mesure de compensation des incidences sur la biodiversité n'est donc envisagée ;
- Aucun dossier de dérogation au titre des espèces protégées n'est nécessaire dans le cadre de ce projet.

Tout est résumé dans ces quelques lignes.

Plus concrètement, « *le projet va donc s'implanter en très large majorité sur des plans d'eau, friches nitro-psammophiles et zones défrichées issues de l'entretien du site, et ponctuellement sur des communautés hygrophiles herbacées et des fourrés hygrophiles au niveau de la pente de mise à l'eau* »

de l'étang sud (tout le périmètre du plan d'eau étant concerné, aucun évitement n'est possible) » (page 220).

On a vu d'une part que l'étude avait omis de rechercher les potentialités des plans d'eau en tant qu'ils seraient susceptibles d'accueillir en halte migratoire ou en hivernage les oiseaux d'eau alors que les interdictions au régime de protection des espèces s'appliquent aux éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction **ou au repos de l'espèce considérée**, aussi longtemps qu'ils sont effectivement utilisés ou utilisables au cours des cycles successifs de reproduction **ou de repos de cette espèce** en application de l'article 3 de l'arrêté du ministériel du 29 octobre 2009, d'autre part que les autres habitats terrestres constituaient des sites de reproduction d'espèces protégées dont plusieurs à intérêt patrimonial, on voit donc mal comment après l'application des mesures d'évitement et de réduction les incidences du projet pourraient se résumer à un impact résiduel non significatif justifiant l'absence de mesures de dérogation.

Dans le détail, s'agissant de l'avifaune, le bureau d'études considère page 215 :

« Cisticole des joncs, Élanion blanc, Milan royal, Pie-grièche écorcheur, Tarier des prés et cortège des milieux ouverts et semi-ouverts

Le cortège des milieux ouverts et semi-ouverts, notablement représenté par les rapaces, la Pie grièche-écorcheur et le Tarier des prés, comprennent également des espèces telles que le Chardonneret élégant ou le Tarier pâle.

Au niveau local, les principaux habitats de reproduction des espèces de ce cortège nichant dans les arbres ou buissons sont les chênaies-frênaies, les haies, les fourrés hygrophiles, les bois pionniers, les bois à Peuplier tremble et les saulaies.

Leurs zones d'alimentation sont plus vastes, recouvrant à la fois ces fourrés mais également les milieux ouverts tels que les friches et les prairies. Ces derniers habitats sont utilisés comme site de nidification par certaines espèces, et notamment les Tarsiers.

Localement, ces zones de reproduction principales sont essentiellement présentes à l'extérieur et en périphérie de la ZIP, à l'exception de haies, fourrés et quelques bois en périphérie des plans d'eau.

Dans une moindre mesure, d'autres habitats sont utilisés comme zone d'alimentation (et de nidification pour les Tarsiers) : les prairies mésophiles et friches hygrophiles.

*La coupe et le débroussaillage des habitats boisés et de fourrés est de nature à provoquer des incidences **directes et permanentes** sur ces espèces. Le parcours du site par des engins en période de nidification est susceptible d'avoir un impact **direct et temporaire**, à travers l'effarouchement, la désertion voire l'écrasement de nids.*

Cortège des espèces des milieux boisés

Ce cortège est notamment représenté par la Tourterelle des bois et le Verdier d'Europe. Il fréquente majoritairement les chênaies-frênaies présentes autour de la ZIP.

*Le défrichement des zones boisées constitue la principale incidence brute sur ces espèces, à travers la perte **directe et permanente** de l'habitat de ces espèces.*

*Compte-tenu du faible enjeu de ces espèces, de la faible superficie de leur habitat dans la ZIP et de la présence d'un vaste habitat boisé dans la continuité de l'aire d'étude, l'incidence brute potentielle sur ces espèces est évaluée comme **faible**.*

Cortège des milieux aquatiques et humides

Le cortège des milieux humides est notamment représenté dans l'aire d'étude par la Bécassine des marais ou le Bruant des roseaux, ainsi que par la Bouscarle de Cetti, le Chevalier guignette, la Grande Aigrette ou encore le Martin-pêcheur d'Europe.

Ces espèces fréquentent principalement les cours et plans d'eau, les zones humides ouvertes (mégaphorbiaies, friches hygrophiles) pour l'alimentation et la reproduction, ainsi que les habitats boisés et arbustifs associés, en tant que corridor de déplacement et zone de nidification (fourrés hygrophiles)

Le défrichement des fourrés hygrophiles constitue une incidence brute directe et permanente en tant que perte d'habitat de reproduction, tandis que le parcours du site par les engins est source d'incidences indirectes et temporaires potentielles à travers l'effarouchement et le déversement accidentel de polluants, ainsi que par la désertion voire l'écrasement de nids.

*L'incidence brute en phase chantier sur ces espèces est évalué comme **très forte** pour la Bécassine des bois (lire Bécassine des marais – ndr), **forte** pour le Bruant des roseaux, **modérés** pour les autres espèces.».*

Il ressort donc de ces éléments des impacts directs temporaires et/ou permanents qu'URBASOLAR croit pouvoir limiter au moyen des mesures de réduction et d'évitement (cf. infra).

Après adoption de ces mesures, les surfaces impactées, couvriraient 14 ha de surface d'eau libre, 12,16 ha de zones dites défrichées, 3,64 ha de friches nitro-psammophiles, 0,02 ha de fourré hygrophile et 0,01 ha de communauté hygrophile herbacée. URBASOLAR conclut alors que « *la redéfinition des caractéristiques du projet a permis de réaliser un évitement géographique d'une grande partie des habitats favorables à l'avifaune* » (page 226).

Pourtant, la vue aérienne ci-dessous montre que les prétendues « friches » qui s'étendent sur presque tout le pourtour du plan d'eau de la Boujade comportent des éléments du paysage (bosquets, buissons, haies, etc.) et des surfaces en herbe favorables à la reproduction et/ou au repos des oiseaux, que par conséquent réduire ainsi ces terrains à de simples friches à l'intérêt nulle ou faible et considérer que la redéfinition du projet permet de limiter de façon substantielle l'impact sur les habitats d'espèces n'est pas exacte et dénote une méconnaissance des besoins fonctionnels des espèces considérées.



En polygone rouge, emplacement des modules photovoltaïques

Pour résumer, toujours le même raisonnement. Tout va bien dans le meilleur des mondes... puisqu'à des enjeux directs ou indirects forts à modérés initiaux correspondent en définitive des impacts faibles ou négligeables. Sauf que la réalité est tout autre tant en phase chantier qu'en phase fonctionnement.

L'analyse est en effet tronquée puisque le pétitionnaire n'envisage sérieusement les impacts que sous l'angle des seules espèces sans prendre en considération l'impact irrémédiable sur les habitats qui seront inéluctablement détruits, altérés ou dégradés alors qu'ils constituent pourtant autant d'habitats favorables à la reproduction et au repos des diverses espèces protégées recensées ou connues.

Cette perte d'habitat devait être prise en considération au même titre que les perturbations et changements d'occupation ou d'affectation des sols en phase exploitation liés à la présence des modules photovoltaïques.

C'est essentiellement en tablant sur une réalisation des travaux en dehors des périodes sensibles qu'URBA 423 conclut à l'absence d'impact ou à un impact faible pour tous les groupes faunistiques. Mais cette adaptation du calendrier des travaux aussi utile et indispensable qu'elle soit n'empêchera pas les atteintes sur les milieux. Que le chantier intervienne en période internuptiale⁸ n'implique pas une absence d'impact. En l'occurrence, ces travaux auront pour conséquence de détruire, dégrader et d'altérer les habitats en présence et ce de façon irréversible, lesquels habitats sont protégés eu égard aux espèces qu'ils abritent en vertu des arrêtés ministériels de protection spécifique⁹ et des dispositions de l'article L. 411-1 du code de l'environnement. Les « nouveaux habitats » pourront encore accueillir les espèces commensales de l'homme mais pour toutes les autres et en particulier pour l'avifaune ou encore l'herpétofaune patrimoniale, on ne voit pas comment les conséquences pourraient se résumer à un niveau d'impact résiduel non significatif.

Non seulement URBA 423 commet une erreur d'interprétation de la réglementation en vigueur mais en plus les mesures du volet ER(C) qu'elle propose retranscrites ci-après demeurent foncièrement insuffisantes au regard des conséquences pressenties du projet.

Enfin, que la disponibilité alentours en milieux favorables soit manifeste ne saurait justifier cette théorie du report, matérialisée *par la présence d'habitat dans la continuité de l'aire d'étude*, que les bureaux d'études assèment sans aucun discernement, plus enclins à composer avec le porteur de projet qu'à évaluer sérieusement les niveaux d'impact d'un projet.

A une époque où l'érosion de la biodiversité n'a jamais été aussi criante, ce report ne peut prospérer. S'il peut s'entendre pour les espèces communes, il est illusoire pour les espèces à enjeu de conservation comme le guide ministériel de 2003 sur « *Les conditions d'application de la réglementation relative à la protection des espèces de faune et de flore sauvages et le traitement des dérogations* » s'en fait l'écho :

« Dans ce contexte, pour une espèce donnée, la destruction, l'altération ou la dégradation sur un lieu donné, des éléments physiques ou biologiques nécessaires à la reproduction ou au repos ne remet pas en cause le bon accomplissement des cycles biologiques de cette espèce dès lors que les animaux de celle-ci, présents sur ce lieu donné, peuvent retrouver dans leur aire de déplacement naturel un territoire présentant les mêmes caractéristiques que celui détruit, altéré ou dégradé. »

⁸ On verra plus loin que cette adaptation telle que programmée n'est absolument pas efficiente.

⁹ Arrêté du 29 octobre 2009 pour l'avifaune, arrêté du 23 avril 2007 pour les mammifères, arrêté du 8 janvier 2021 pour les amphibiens et les reptiles.

Dans ce cas, la présence d'animaux de cette espèce n'entraîne pas sur ce lieu l'application de l'interdiction de destruction, d'altération ou de dégradation des éléments physiques ou biologiques nécessaires à la reproduction ou au repos.

Il en va ainsi pour les espèces communes qui rebâtissent chaque année un lieu de reproduction dans des milieux d'accueil fréquents en périphérie du site concerné par une destruction, altération ou dégradation. »

Même pour ces espèces, le guide ajoute qu'« **il est interdit de détruire, altérer ou dégrader leurs sites de reproduction pendant qu'ils sont utilisés, d'autant qu'il y aurait en plus destruction des œufs voire destruction des jeunes ou des parents. L'interdiction de destruction, d'altération ou de dégradation des sites de reproduction s'applique toute l'année pour les espèces qui réutilisent le même site de reproduction lors de chaque cycle de reproduction** ».

Ce qui est précisément le cas des espèces menacées dites spécialistes recensées sur l'AEI.

En outre, le report *stricto sensu* des espèces sur d'autres milieux périphérique dont se prévaut le bureau d'études n'est envisageable que si les habitats de substitution sont en capacité d'accueillir physiquement et écologiquement les espèces déplacées.

Ainsi comme le précise encore le guide ministériel « *pour veiller à la satisfaction de la condition selon laquelle est satisfait le « bon accomplissement du cycle de reproduction » qui est imposé dans les arrêtés de protection des espèces, il faut prendre en compte les possibilités de déplacement des animaux dans un milieu écologiquement favorable mais également favorable en terme de capacité d'accueil face à des individus de la même espèce ou d'espèces concurrentes déjà présents sur ce milieu d'accueil* ».

Dans le cas présent, comment les espèces qui fréquentaient les milieux prairiaux, les haies et les bosquets qui seront détruits/altérés pourraient-elles se reporter sur d'autres territoires sans être confrontées à la concurrence avec d'autres congénères de la même espèce (compétition intraspécifique) déjà fixés sur ces mêmes lieux ?

Du reste, pourquoi le législateur aurait-il prévu et renforcé, par la loi sur la reconquête de la biodiversité d'août 2016, les mesures de la séquence « Eviter - Réduire - Compenser » si les espèces pouvaient ainsi se reporter ?

L'interprétation du bureau d'études n'est guère sérieuse, elle montre surtout avec quelle désinvolture il traite la biodiversité malgré son déclin généralisé reconnu par la communauté scientifique.

Le projet, qui reste dans ses composantes un projet industriel, avec un taux de couverture des habitats terrestres élevé, réduira incontestablement l'attractivité du site pour les espèces recensées et contribuera à la diminution de leur abondance relative, en période de reproduction notamment, et à une baisse irrémédiable de la richesse spécifique.

Malgré les incidences prévisibles sur le cortège faunistique patrimoniale qui ne peuvent être que préjudiciables au maintien de ces espèces dans un état de conservation favorable, malgré les incidences attendues sur les milieux arbustifs et arborés, etc. le pétitionnaire - relevant indûment l'absence d'impact résiduel significatif - n'a pris le parti de ne mettre en œuvre que des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement refusant de déposer un dossier de dérogation et de

proposer parallèlement des mesures compensatoires appropriées pour pallier la perte de sites de reproduction et d'aires de repos.

Les mesures ER sont distillées au gré des pages 220 à 224 et présentées synthétiquement :

3.6.3.10. Synthèse des mesures d'évitement et de réduction

Les mesures d'évitement et réduction adoptées dans le cadre du projet sont rappelées ci-dessous :

Mesures d'évitement

ME1 : Redéfinition des caractéristiques du projet (=MR1)

ME2 : Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant ou susceptible d'impacter négativement le milieu

Mesures de réduction

MR1 : Redéfinition des caractéristiques du projet (=ME1)

MR2 : Dispositif préventif de lutte contre une pollution

MR3 : Lutte contre le risque incendie

MR4 : Adaptation de la période des travaux sur l'année

MR5 : Absence d'éclairage et de travaux nocturnes

MR6 : Création de passage à faune au sein de la clôture

MR7 : Lutte contre les espèces exotiques envahissantes

MR8 : Plantation de haies

Brièvement, s'agissant des mesures d'évitement - en rappelant au préalable que l'évitement doit être privilégié pour atteindre l'objectif d'absence de perte nette de biodiversité – deux mesures sont proposées. La seconde (ME2) constitue davantage une mesure de réduction. Quant à la mesure ME1 (= MR1) qualifiée de mesure de redéfinition, difficilement tangible et quantifiable, elle résulte de la prétendue adaptation du plan de projet aux enjeux naturalistes identifiés.

Sauf que cette redéfinition n'est pas de nature à assurer l'absence d'impacts résiduels significatifs.

S'agissant des mesures de réduction, ce sont toutes des mesures classiques plus adaptées à la gestion future du site qu'orienter dans le sens d'une amélioration de sa qualité écologique.

L'adaptation du calendrier des travaux est une mesure davantage d'évitement à laquelle tout projet doit satisfaire au risque de se voir refuser le permis :

En réponse à ces périodes de sensibilités, le calendrier suivant sera appliqué aux travaux.

Calendrier d'intervention prévisionnel

Etape du chantier	Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sep	Oct	Nov	Déc
Débroussaillage												
Profilage des aires de mise à l'eau												
Mise en place des pistes												
Mise en place des structures, modules et raccordements terrestres												
Mise en place des structures, modules et raccordements flottants												

Case colorée : période possible pour les travaux (non colorée : période proscrite)

On notera toutefois une incohérence notoire puisque les travaux de débroussaillage ainsi que les travaux de profilage des aires de mise à l'eau et de construction des pistes s'étendent sur la période de reproduction/nidification des différentes espèces, de juin à août. On ne peut sérieusement envisager des travaux en période de fin de printemps/été au risque de détruire immanquablement, outre les habitats d'espèces, des nids, gîtes et autres sites de nidification.

Nous osons croire qu'il s'agit d'une simple erreur dans la colorisation et la légende dudit tableau.

La mise en place de clôtures perméables pour la petite faune n'occasionne aucun surcout pour la société. A l'instar de la mesure précédente, elle s'est imposée aux porteurs de projets dotés d'une emprise grillagée.

La mesure MR8 (plantation de 880 ml de haies dans le but (page 275) de maintenir un corridor écologique et d'assurer la fonctionnalité écologique locale – rien que ça !) n'est pas une mesure de réduction puisqu'elle relève de la compensation *stricto sensu*. Et qui dit compensation dit immanquablement dérogation. En mettant en œuvre une telle mesure, le pétitionnaire fait donc inconsciemment le constat de l'impact résiduel significatif de son projet.

C'est donc bien qu'il existe des incidences du projet après mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction.

En définitive, à partir du moment où une mesure compensatoire a été ciblée démontrant que l'impact résiduel du projet reste significatif, URBASOLAR n'avait pas d'autre possibilité que de déposer un dossier de dérogation en bonne et due forme, lequel devra bien évidemment s'accompagner de propositions de mesures compensatoires solides et sérieuses, car la simple compensation des éléments topographiques (haies), de toute évidence non proportionnée aux surfaces supprimées, ne permet pas de garantir l'objectif de l'absence de perte nette de biodiversité à court et moyen terme, objectif inscrit au code de l'environnement depuis la promulgation de la loi pour la reconquête de la biodiversité d'août 2016.

Tel qu'il est élaboré et conçu, le projet méconnaît les intérêts défendus au code de l'environnement et aux arrêtés ministériels de protection spécifiques.

Clairement, l'émergence de parcs photovoltaïques en zones prairiales au sens large, *a fortiori* s'il s'agit de milieux humides, est une très mauvaise option dans laquelle les développeurs de projet d'énergie renouvelable feraient mieux de ne pas s'impliquer au risque de voir leurs projets régulièrement contestés.

Ces milieux sont fragiles, menacés par l'intensification agricole (conversion en culture, amendement avec comme corolaire une banalisation du cortège floristique) et l'urbanisation alors même qu'ils sont identifiés comme supports incontournables de biodiversité.

Une demande de dérogation au titre des articles L. 411-1 et suivants du code de l'environnement qui fait défaut

Page 230, le rédacteur écrit : « *aucun dossier de dérogation au titre des espèces protégées n'est nécessaire dans le cadre de ce projet* »

C'est une grossière erreur !

Face à des enjeux forts (avifaune, herpétofaune, chiroptères) et aux incidences sur les milieux, qu'il s'agisse d'effets directs (destruction, altération, dégradation des habitats, rupture dans le continuum écologique par engrillagement du parc, dérangements intentionnels sur la faune sauvage, etc.) ou indirects (influence négative des panneaux sur la végétation par modification de la luminosité,

de la température et de l'hydrométrie) induisant irrémédiablement une perte de diversité spécifique, une dérogation en application de l'article L. 411-2 du code de l'environnement et la mise en œuvre de mesures compensatoires s'avéraient nécessaires, ce que le pétitionnaire n'envisage pas, estimant que les mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre sont suffisantes pour ne pas avoir à déposer un tel dossier.

En réalité, il méconnaît les dispositions de l'article L. 411-1 du code de l'environnement qui interdit, outre la destruction de spécimens d'espèces protégées, l'altération, la dégradation et la destruction de ces habitats d'espèces.

La perte de ces habitats ou l'atteinte à ces habitats n'est pas négociable. Que les espèces puissent continuer à survoler ou utiliser le parc solaire en chasse et pour leur alimentation comme cela est suggéré ne saurait dispenser le maître d'ouvrage d'assurer la préservation des sites de reproduction et des aires de repos que seules des mesures compensatoires peuvent permettre de garantir dans le cas présent.

Le guide ministériel déjà visé plus haut sur « *les conditions d'application de la réglementation relative à la protection des espèces de faune et de flore sauvages* » apporte un éclairage fort à propos. Il indique page 7 :

« Les textes précisent que l'interdiction de destruction, d'altération ou de dégradation des sites de reproduction ou de repos d'une espèce s'applique sur les parties de territoire où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de population existant. Cette disposition a pour objectif de permettre l'expansion des populations pour maintenir les espèces dans un bon état de conservation.

Cette disposition est sans effet notable pour les espèces ubiquistes peu exigeantes dans le choix de leurs sites de reproduction ou de repos. Par contre, il convient d'être attentif au respect de cette disposition dans le cas des espèces très exigeantes sur les éléments physiques et biologiques des sites de reproduction et de repos. En effet, l'interdiction de destruction, d'altération ou de dégradation s'applique, même en l'absence d'animaux d'une espèce donnée, dans un lieu donné, dès lors que celui-ci présente les caractéristiques recherchées par cette espèce et que ce lieu se situe dans le rayon de déplacement naturel des animaux d'un noyau de population de cette espèce. Le respect de cette exigence est d'autant plus important que les espèces les plus exigeantes sur les caractéristiques de leurs lieux de reproduction ou de repos sont justement celles qui, du fait même de ces exigences, sont généralement les plus menacées et considérées en conséquence comme d'intérêt patrimonial.

On entend par espèce patrimoniale une espèce pour laquelle le niveau de rareté et des menaces la concernant est tel qu'il y a un doute sérieux quant à son maintien dans un bon état de conservation à l'échelle régionale lorsqu'elle subit une destruction ou une dégradation de son site de reproduction ou de son aire de repos. Globalement, lorsque la connaissance est suffisamment développée et caractérisée au niveau régional, il s'agit d'une espèce déterminante de zone naturelle d'intérêt écologique faunistique ou floristique (ZNIEFF), ou au moins rare à l'échelle régionale (R, RR, E) et/ou proche de la menace ou menacée (correspondant aux statuts de menace selon la classification de l'Union internationale pour la conservation de la nature : NT = quasi menacée, VU = vulnérable, EN = en danger, CR = en danger critique d'extinction ».

On notera d'abord que le guide précise que l'interdiction de destruction s'applique, même en l'absence d'individus d'une espèce donnée, dans un lieu donné, dès lors que les milieux en présence offrent les caractéristiques recherchées par l'espèce considérée.

Le guide ajoute :

« Dans ce contexte, pour une espèce donnée, la destruction, l'altération ou la dégradation sur un lieu donné, des éléments physiques ou biologiques nécessaires à la reproduction ou au repos ne remet pas en cause le bon accomplissement des cycles biologiques de cette espèce dès lors que les animaux de celle-ci, présents sur ce lieu donné, peuvent retrouver dans leur aire de déplacement naturel un territoire présentant les mêmes caractéristiques que celui détruit, altéré ou dégradé. Dans ce cas, la présence d'animaux de cette espèce n'entraîne pas sur ce lieu l'application de l'interdiction de destruction, d'altération ou de dégradation des éléments physiques ou biologiques nécessaires à la reproduction ou au repos.

Il en va ainsi pour les espèces communes qui rebâtissent chaque année un lieu de reproduction dans des milieux d'accueil fréquents en périphérie du site concerné par une destruction, altération ou dégradation. »

En revanche, en présence d'espèces à intérêt patrimonial le guide ne laisse absolument pas place au doute :

*« Lorsqu'il y a détérioration ou destruction d'un site de reproduction ou d'une aire de repos pour une espèce non patrimoniale, il est raisonnable de penser que la destruction, l'altération ou la dégradation du site ne remettra pas en cause le bon accomplissement des cycles biologiques au niveau local et une dérogation n'est, dans ce cas, pas nécessaire. **En revanche, s'il y a, ou destruction d'un site de reproduction, ou d'une aire de repos concernant au moins une espèce patrimoniale, une dérogation est toujours nécessaire** ».*

Au vu des caractéristiques du site et des conséquences environnementales du projet, une demande de dérogation pour altération/dégradation et destruction d'habitats d'espèces protégées, permettant d'appliquer efficacement la séquence ERC « Eviter - Réduire - Compenser » était exigée.

Sur la récente interprétation du Conseil d'Etat du régime de protection des espèces protégées

La CPEPESC se réfèrera ici à l'avis récemment rendu par le Conseil d'Etat en réponse à une demande de la cour administrative d'appel de Douai (Conseil d'Etat, avis, 9 décembre 2022, Association Sud-Artois pour la protection de l'environnement, n°463563) s'agissant des seules conditions de déclenchement de l'obligation de dépôt d'une demande de dérogation.

En relevant que la première condition à vérifier est celle tenant à la seule présence, sans considération d'effectif, de spécimens d'espèce protégée et sans appréciation de son état de conservation, le Conseil d'Etat, a souhaité visiblement se rapprocher du positionnement défendu quelques mois plus tôt par la Cour de justice de l'Union européenne. Celle-ci, dans un arrêt du 4 mars 2021, avait notamment élargi le champ d'application du régime dérogatoire aux espèces communes, c'est-à-dire aux espèces dont les populations sont dans un état de conservation favorable.

Le Conseil d'Etat assortit sa demande d'examen à une deuxième condition relative à la nature du risque d'atteinte à l'état de conservation de l'espèce protégée concernée, globalement il demande à ce que l'administration vérifie si le risque d'impact résiduel sur les espèces protégées, évalué après prise en compte des mesures d'évitement et de réduction, est « suffisamment caractérisé ».

C'est seulement à l'issue de l'analyse de ces deux conditions cumulatives que la décision de déposer ou non une demande de dérogation est censée intervenir.

Appliqué au présent dossier, force est de constater que les deux conditions sont remplies.

La présence de spécimens d'espèces protégées est avérée. Dès l'instant où la présence d'individus d'espèces protégées, *a fortiori* à intérêt patrimonial a été reconnue, URBASOLAR ne pouvait faire autrement que de considérer ces éléments comme base de ses inventaires et d'en tirer toutes les conséquences utiles dans une totale transparence.

Quant au risque d'impact résiduel, il est d'autant plus caractérisé que l'opération ne s'accompagne que de mesures d'évitement et de réduction élémentaires sans réelle ambition, d'une mesure compensatoire qui, loin de compenser le dommage, témoigne sans ambiguïté que les impacts de l'aménagement n'ont pu être suffisamment évités et réduits.

En conclusion,

Comme elle l'a rappelé en préambule, la CPEPESC est favorable au développement des énergies renouvelables dans le contexte d'urgence climatique, **mais sous la réserve expresse que la biodiversité, dont l'appauvrissement et l'érosion sont partout signalés, n'ait pas à en pâtir**. Ce n'est absolument pas le cas du projet porté par URBASOLAR et sa filiale URBA 423.

Que l'opportunité foncière ait un temps fait miroiter la possibilité d'implanter un parc solaire ne peut justifier la poursuite en l'état de l'instruction de ce dossier.

Notre association constate que l'objectif de l'absence de perte nette de biodiversité à court et moyen terme ne pourra être respecté en raison de l'impact irréversible pressenti sur les milieux en présence à fortes aménités.

Elle ne peut accepter l'idée que ce projet industriel, sous prétexte du développement des énergies renouvelables, puisse voir le jour dans les conditions prévues eu égard aux carences de l'étude d'impact, aux dommages sur les milieux, les zones humides et les espèces animales associées qu'il engendrera inmanquablement.

Au mois de juin 2021, les experts du GIEC et de l'IPBES¹⁰ ont mis en garde contre la tendance des projets d'atténuation ou d'adaptation à ne prendre en compte que les aspects climatiques. Ils expliquent que les mesures qui se concentrent sur le climat se prennent souvent au détriment de la biodiversité. Nous en avons malheureusement la démonstration avec ce projet.

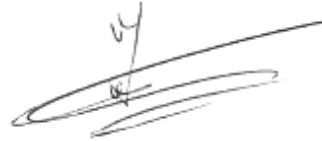
Ce projet tel qu'il est actuellement élaboré et conçu ne peut prospérer et la société URBA 423 serait bien inspirée de revoir à la baisse son plan d'aménagement, **en épargnant les terrains humides *a minima* et en réduisant également la surface d'implantation des panneaux sur les plans d'eau** au risque de ternir durablement l'image du développement du solaire photovoltaïque en France.

Par conséquent, la CPEPESC vous demande, Madame la Commissaire-enquêtrice, au vu des éléments exposés, et pour tout autre à produire ou déduire, d'émettre le seul avis qui s'impose ici, un avis défavorable.

¹⁰ Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.
< Observations_CPE Nationale_PV_Les Peintures_mars_2024 >

La CPEPESC veut croire à votre sens de l'intérêt général et vous prie d'agréer, Madame la Commissaire-enquêtrice, en l'assurance de ses salutations distinguées.

La Présidente de la CPEPESC Nationale,
P/o, Christophe MORIN (Vice-Président)

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'CM', with a long horizontal stroke extending to the right.

Pièces annexes :

PJ 1 : exemples de cartes à affichage corrompu

PJ 2 : redimensionnement du projet de parc photovoltaïque à MAGNY-DANIGON (70) (sources : VALECO & TAUW)

PJ 3 : export avifaune sur la période 2017-2022 (sources : Faune France)